



ECONOMAT DES ARMEES
DIRECTION GÉNÉRALE
DIRECTION DES ACHATS

**DCE 2025-0365/EDA-DA/MARCHE DE TRAVAUX POUR LA
CREATION, LA RESTRUCTURATION ET LA RENOVATION DES
CHAMBRES FROIDES DU RESTAURANT JEAN BART DE
L'ECOLE DES SPECIALITES DU COMMISSARIAT DES ARMEES
A QUERQUEVILLE**

Marché A Procédure Adaptée

En application des articles L. 2123-1, R2123-4 et suivant du code de la commande publique

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Table des matières

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Article 1	Objet du marché	3
Article 2	Durée du marché	3
Article 3	Dispositions générales	3
Article 4	Pièces contractuelles	4
Article 5	Description de la mission & conditions d'exécution du marché	4
Article 6	Pénalités	4
Article 7	Dispositions financières	5
Article 8	Assurances.....	7
Article 9	Arrêt d'exécution des prestations	8
Article 10	Résiliation du marché et exécution aux frais et risques	8
Article 11	Obligations du titulaire	8
Article 12	Protection de données à caractère personnel.....	9
Article 13	Procédures de recours.....	11
Article 14	Dérogations au CCAG Travaux	11

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Article 1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la création, la restructuration et la rénovation des chambres froides du restaurant JEAN BART de l'Ecole des Spécialités du Commissariat des Armées.

La mission du titulaire comprend :

- L'établissement des plans et des détails des ouvrages, installations et réservations nécessaires,
- Les travaux de consignation et dépose des équipements et installations présents dans l'emprise des travaux et rendus inutiles ou inopérant par les travaux,
- La fourniture, le transport, le stockage et la distribution sur le chantier, le montage, le raccordement ainsi que le réglage de tous les appareils, organes et accessoires nécessaires au bon fonctionnement des chambres froides,
- Les dispositifs de protection des ouvrages contre toutes les dégradations,
- Les fourreaux, fixations et ouvrages annexes nécessités par ces travaux,
- L'exécution des trous et des scellements des supports, colliers, guides, points fixes, consoles et toutes autres fixations d'appareils,
- La main d'œuvre et le matériel nécessaire aux travaux, essais et réglages,
- Les travaux nécessaires à l'installation, la protection et la mise en services des appareils,
- Les travaux de finition,
- Les plans, schéma électriques, notices de montage et d'entretien,
- Un devoir de conseil et d'informations régulier sur les évolutions techniques.

Lieu d'exécution de la prestation

Restaurant Jean Bart de l'Ecole des Spécialités du Commissariat des Armées à QUERQUEVILLE.

Article 2 Durée du marché

La durée contractuelle du marché est de 12 mois maximum et conforme au calendrier général remis par le titulaire dans le cadre de la consultation.

Le démarrage des prestations est fixé au plus tard le 21/07/2025.

La durée de la période de préparation est fixée à 1 mois à partir de la notification du marché.

Les prestations débutent par la notification du marché. Cette dernière sera suivie par un ordre de service permettant la facturation.

Article 3 Dispositions générales

3.1 Décomposition en tranches

Sans objet.

3.2 Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché

Pour l'exécution du présent marché le maître d'ouvrage est représenté par la Division Technique des Opérations d'Infrastructure de l'Economat des Armées.

3.3 Liste des intervenants

Economat des Armées :

- Contrôleur Technique Régional : Laurent SUFFYS
- Chef de Concession : Laurent FRANCOIS

3.4 Prestation(s) Supplémentaire(s) Eventuelle(s) (PSE)

Le maître d'ouvrage ne prévoit pas de prestation supplémentaire éventuelle.

3.5 Prestations similaires susceptibles d'entrer dans le champ d'application

En application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs marchés négocié(s) passé(s) sans publicité ni mise en concurrence préalable et relatif(s) à des prestations similaires pourra/pourront être passés ultérieurement. La durée pendant laquelle le ou les nouveaux marché(s) public(s) pourra/pourront être conclu(s) ne pourra dépasser trois ans à compter de la notification du marché public initial.

3.6 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître d'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant en application des dispositions prévues par le Code de la commande publique.

Article 4 Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'engagement et son annexe financière Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de travaux ;
- La proposition technique/organisationnelle du titulaire.

Les documents applicables sont ceux en vigueur lors du mois d'établissement des prix.

Les pièces générales, bien que non jointes aux autres pièces constitutives du marché, sont réputées connues du prestataire.

Article 5 Description de la mission & conditions d'exécution du marché

Voir le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCTP).

Article 6 Pénalités

6.1 Dispositions générales

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 € HT pour l'ensemble du marché.

Le montant total des pénalités (toutes pénalités en confondues, à l'exception de celles prévues pour « travail dissimulé ») sera plafonné à hauteur de 50% du montant HT du marché, augmenté des éventuels avenants.

6.2 Pénalités

Par dérogation à l'article 19.1 du CCAG Travaux, il sera prévu, en sus des pénalités indiquées au CCAG-Travaux, les pénalités suivantes :

Pénalité pour absence aux réunions de chantier

En cas d'absence à des réunions de chantier, une pénalité égale à **100 euros** par absence sera appliquée.

Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'acheteur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché. Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Article 7 Dispositions financières

7.1 Rémunération

Le titulaire est rémunéré sous forme d'un prix forfaitaire fondé sur les conditions économiques du mois appelé « mois 0 », indiqué dans l'acte d'engagement. A défaut de définition du mois m0 dans l'acte d'engagement, le mois m0 correspond au mois de la date limite de remise des offres.

Le prix fixé au marché est réputé comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

7.2 Garantie financière et nantissement

Il n'est pas prévu de retenue de garantie au titre des articles R. 2192-32 et suivants du Code de la commande publique.

En ce qui concerne le nantissement il sera fait application de l'article 4.2 du CCAG Travaux

7.3 Avance

Le titulaire aura indiqué à l'Acte d'Engagement s'il décide, ou non, de bénéficier d'une avance.

Son montant n'est ni révisable, ni actualisable.

Elle est versée si le marché est supérieur à 50 000 € HT et si le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance est égal à 5%* du montant initial du marché, si le délai d'exécution du marché n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à 12 fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

**lorsque le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise (mentionnée à l'article R. 2151-23 du Code de la commande publique), le taux de l'avance est porté à 20%.*

Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% du montant TTC du marché et doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant TTC du marché.

L'avance ne pourra être versée qu'après constitution de la garantie à première demande à hauteur du montant de l'avance prévue à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique. Cette sûreté doit être fournie dans un délai de 30 jours calendaires à compter de la notification du marché. Passé ce délai, le titulaire perd le bénéfice de l'avance.

Cette garantie à première demande ne pourra pas être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

7.4 Acomptes et solde

Le règlement du prix s'effectue par acompte mensuel sur la base de constats contradictoires de la réalisation des prestations.

Le montant de chaque acompte sera déterminé par le maître d'ouvrage en considération de l'avancement des prestations sur la base d'une note produite par le prestataire.

Pour le versement du solde, le prestataire adressera son projet de décompte à l'expiration de sa mission.

7.5 Variation des prix

Les prix sont fixes pour la durée totale du marché.

7.6 Délai global de paiement et intérêts moratoires

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement. Le défaut de paiement dans le délai précité fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points. A ces intérêts moratoires, s'ajoutera le versement d'une indemnité forfaitaire de 40 euros pour frais de recouvrement.

7.7 Présentation des demandes de paiement et facturation électronique

Les demandes de paiement seront présentées conformément aux dispositions de l'article 12 du CCAG Travaux.

En application de l'ordonnance n° 2014-697 relative au développement de la facturation électronique et du décret n°2016-1478 relatif au développement de la facturation électronique, le titulaire du présent marché (et les sous-traitants admis au paiement direct) sont tenus de transmettre leurs factures sous forme électronique.

Ces catégories d'entreprises sont celles prévues pour l'application de l'article 51 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie. Les entreprises, non encore soumises au caractère obligatoire de la transmission dématérialisée, peuvent cependant y adhérer volontairement par anticipation via le portail Chorus Pro.

Ce choix est définitif pour toute la durée d'exécution du marché. La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture électronique est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer. Outre les mentions légales et les indications figurant ci-dessus, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture,
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries,
- le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique (facultatif),
- le code d'identification du service en charge du paiement : cf. liste affichée sur Chorus ;
- la date d'exécution des prestations,
- la quantité et la dénomination précise des prestations réalisées,
- le prix unitaire HT des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire,
- le montant total HT et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération,
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement,
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture. La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Si ces conditions ne sont pas respectées, la facture sera systématiquement retournée au titulaire du marché. Les frais de facturation ne seront pas admis.

Faites-vous accompagner : l'Agence pour l'Informatique Financière de l'Etat (AIFE) a mis à votre disposition des conseils pour maîtriser la facturation électronique (<http://www.economie.gouv.fr/aife/facturation-electronique>).

Article 8 Assurances

Assurance de Responsabilité Civile Professionnelle

Le titulaire unique doit prouver qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incombent à quel que titre que ce soit, y compris du fait de leurs sous-traitants respectifs, à raison des dommages corporels, matériels et/ ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers, y compris la maîtrise d'ouvrage du fait ou à l'occasion de la réalisation des prestations objet du présent marché. Le contrat devra comporter des montants de garanties suffisants quant au risque et à son environnement qui ne pourront, en tout état de cause être inférieurs à :

- 1,5 M€ / sinistre en RC Exploitation
- 1,5 M€ / sinistre et par année d'assurance en RC Professionnelle.

Cette garantie sera maintenue en vigueur pendant toute la durée des travaux et le titulaire unique du contrat ou chacun des cotraitants devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement de la prime.

Assurance de Responsabilité Civile Décennale

En cas de travaux portant sur des ouvrages de construction soumis à l'obligation d'assurance, le titulaire unique du contrat ou chacun des cotraitants en cas de groupement doit justifier, au moyen d'une attestation

de son assureur, l'assurance couvrant la responsabilité décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 et suivants et 2270 du Code civil.

Cette attestation devra obligatoirement indiquer l'étendue des garanties apportées par sinistre sans pouvoir être inférieure à 1.500.000 €

Cette assurance devra être en cours de validité à la date d'ouverture du chantier quelle que soit la date d'intervention du prestataire.

Le titulaire et ses cotraitants éventuels font leur affaire de la collecte des attestations d'assurance de leurs sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Le titulaire et ses cotraitants éventuels seront tenus également de s'assurer pour la garantie de bon fonctionnement édictée par l'article 1792-3 du code civil ainsi que pour la garantie des dommages immatériels.

Lorsqu'il s'agit de travaux non soumis à l'obligation d'assurance décennale (cf. ordonnance du 08/06/2005), l'attestation d'assurance couvrant la responsabilité civile décennale n'est pas exigée.

Article 9 Arrêt d'exécution des prestations

Le maître d'ouvrage ou son représentant se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution, sans indemnité, des interventions qui font l'objet du présent marché, à l'issue de chaque partie technique de la prestation telle que définies dans le présent CCAP. Cette disposition s'applique à chaque tranche ferme et/ou optionnelle, s'il y a lieu.

Dans le cas où l'arrêt de l'exécution de la prestation au terme d'une partie technique est temporaire, il n'entraîne pas la résiliation du marché. Dans les autres cas, l'arrêt emporte résiliation du marché sans indemnité. La décision prise précise si l'arrêt est temporaire ou définitif.

Article 10 Résiliation du marché et exécution aux frais et risques

L'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 50 du CCAG Travaux, se réserve la possibilité de faire exécuter les prestations « aux frais et risques du titulaire ».

Article 11 Obligations du titulaire

Le candidat retenu doit également remettre au maître d'ouvrage, avant la notification du marché et tous les six mois durant l'exécution de ce marché, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2, 3 et 11 du Code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

En application de l'article D. 8222-5 ou D. 8222-7 du Code du travail, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage, lors de la conclusion du contrat et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution, l'ensemble des pièces mentionnées dans ces articles. A défaut, le maître d'ouvrage pourra résilier le contrat aux torts du titulaire.

Dans le cas où le maître d'ouvrage est informé par un agent de l'inspection du travail que le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, le maître d'ouvrage le met alors en demeure l'entreprise de faire cesser sans délai cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure apporte au maître d'ouvrage, dans un délai de deux mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le marché peut être résilié sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Article 12 Protection de données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le Règlement Européen sur la Protection des Données » ou « RGPD ».

12.1 Description du traitement et données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

12.2 Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur,
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données

Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du

traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage). Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception au maître d'ouvrage.

Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par voie électronique.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données),
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact,
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel,
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au RGPD.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

12.3 Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le RGPD de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

Article 13 Procédures de recours

A défaut de règlement amiable, les éventuels litiges sont régis exclusivement par les lois et règlements français. Le droit applicable est le droit français. Le tribunal compétent est le tribunal administratif de Montreuil.

Article 14 Dérogations au CCAG Travaux

Articles du CCAP	Articles du CCAG Travaux
4	4.1
6.1	19.2.1
6.2	19.1